laTrompette

Adrian Dennis/AFP/Getty Images

Cet homme peut-il sauver Israël?

La résurgence du Likoud peut, en fait, accélérer la division de Jérusalem.

- Stephen Flurry
- 05/07/2008

Mon père a déclaré à la télévision, en janvier 2006, que Benjamin Netanyahu pourrait revenir au pouvoir en Israël. Deux mois plus tard, son parti, le Likoud, a été battu à plate couture au cours des élections parlementaires. Ses 38 places sur 120 du parlement ont été réduites à seulement 12.

Aujourd'hui, pourtant, le Likoud a été ravivé—et B. Netanyahu, à en juger par les récents sondages d'opinion, est premier en ligne pour succéder à Ehud Olmert comme prochain Premier ministre d'Israël.

Combien proches sommes-nous d'une orientation à droite de la politique israélienne? Et cela arrivant, quel impact cela aura-t-il sur le statut de Jérusalem en tant que capitale sans partage de l'État juif?

Davantage de concessions faites

Aucun parti politique en Israël n'a jamais obtenu une majorité simple de sièges à la Knesset (61). Le parti ayant le plus de sièges, cependant, forme une règle majoritaire en s'unissant avec suffisamment d'autres partis pour maintenir le contrôle. Le gouvernement d'E. Olmert, conduit par le Kadima, se compose d'une coalition de cinq partis—Kadima (29 sièges), Labor (19), Shas (12), Yisrael Beiteinu (11) et Gil Pensioners (7)—totalisant 78 sièges. La prochaine élection parlementaire d'Israël n'est pas programmée avant mars de 2010. Mais si la coalition du Kadima se désagrège alors avant, cela forcerait des élections anticipées.

Le statut de Jérusalem, comme capitale d'Israël, est une question cruciale qui met à l'épreuve, maintenant, la force du gouvernement d'E. Olmert. Juste avant que la Knesset ne commence sa session d'hiver, le principal adjoint d'E. Olmert, Haim Ramon, a proposé d'inclure des quartiers arabes de Jérusalem-est, dans un futur état palestinien. Concernant la Vieille ville, H. Ramon a suggéré qu'un «régime spécial» soit responsable de la gestion des sites saints. Israël, dit-il, conserverait le contrôle sur le quartier juif et le Mur occidental, aussi bien que sur les autres sites saints juifs.

Le Premier ministre a suivi la proposition de H. Ramon en disant au parlement qu'il «ne chercherait pas d'excuses pour bloquer les efforts de paix» (Associated Press, 9 octobre). Il a dit qu'Israël devrait renoncer à certains de ses «plus profonds désirs» pour obtenir la paix.

Comme on pouvait le prévoir, les Palestiniens ont réagi à ces énormes concessions en demandant beaucoup plus. «Nous parlons du contrôle total» sur la Vieille ville, a dit Adnan Al-Husseini, assistant du Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas—*incluant* le Mur des Lamentations (*New York Sun*, du 12 octobre). Le président Abbas lui a emboîté le pas en demandant un retrait israélien complet de tout le territoire acquis pendant la guerre de 1967. «Nous avons 6 205 kilomètres carrés en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza», a dit M. Abbas, dans une interview avec Palestine TV. «Nous voulons les choses telles qu'elles sont» (Associated Press, 10 octobre).

Les choses étant ce qu'elles sont, évidemment, un demi-million de Juifs résident dans ces territoires «occupés». Ce serait

plus de 50 fois le désengagement de Gaza. Ce n'est pas étonnant que la cote d'E. Olmert soit si basse—et que celle de Benjamin Netanyahu en notable amélioration.

La réaction furieuse de B. Netanyahu

Le plan d'E. Olmert pour re-diviser Jérusalem a brusquement créé une scission parmi les membres de la Knesset, comme cela a été mis en lumière par le discours devant le Parlement de B. Netanyahu, le 8 octobre. «Selon le plan du gouvernement», a-t-il dit: «Israël se retirera aux lignes de 1967, rendra la moitié de Jérusalem aux Palestiniens et renoncera au contrôle israélien sur les sites saints dans la ville. Qu'il n'y ait aucune confusion—c'est le plan! Toutes les tentatives pour le déguiser sont vaines.»

Il a fait remarquer les retraits les plus récents d'Israël comme preuve que le fait de se retirer davantage aurait des résultats désastreux. Le départ du Liban et de Gaza a permis à l'Iran d'établir des bases sur les frontières nord et sud d'Israël. «Et maintenant, a dit B. Netanyahu, le gouvernement planifie un retrait supplémentaire de la Judée et de la Samarie—un mouvement qui créera inévitablement, dans le centre du pays, une troisième base iranienne qui menacera Jérusalem et toute la plaine côtière. Ces trois tentacules de la pieuvre iranienne envelopperont ainsi Israël de tous les côtés!»

Plus tard, B. Netanyahu a demandé: «Combien de fois est-il possible de répéter la même bévue, de poursuivre avec le même aveuglement?... Le gouvernement concède tout à l'avance. Il érode les positions d'Israël dans toute négociation future—et ne reçoit rien en échange. Ce n'est pas comme cela que l'on négocie! Ce n'est pas comme cela que l'on fait la paix! Le gouvernement soutient qu'en offrant ces concessions, d'une portée considérable, il renforce les modérés et affaiblit les extrémistes. *C'est l'opposé qui est vrai!*»

Combien cela est vrai! Et pourtant, succombant à la pression du Département d'État américain, et aux gauchistes du Parti travailliste, E. Olmert accélère sa mission suicidaire en aidant à construire un état terroriste bordant Israël de tous les côtés! Mais il y a un prix politique: s'il pousse trop fort avec ses propositions d'apaisement, les membres de sa coalition penchant à droite pourraient quitter le navire.

C'est exactement ce que cherche B. Netanyahu. «Je vous demande, mes amis du Shas et d'Yisrael Beiteinu», a dit B. Netanyahu dans son discours: « Que faites-vous dans ce gouvernement? Approuvez-vous vraiment une politique qui permettrait au Hamas de contrôler des quartiers de Jérusalem?... Vous ne préviendrez pas le danger en siégeant au gouvernement. Au contraire, vous légitimerez une initiative dangereuse, et lui permettrez d'aboutir.»

À eux deux, les conservateurs du Shas et du Yisrael Beiteinu occupent 23 sièges dans la coalition d'E. Olmert. S'ils partent, la coalition serait subitement en minorité.

«Si vous êtes fatigués, écartez-vous», a dit B. Netanyahu—une référence pas si subtile à l'infâme commentaire d'E. Olmert, fait peu de temps avant qu'il ne devienne Premier ministre: «Nous sommes fatigués de combattre, nous sommes fatigués d'être courageux»! «Si le gouvernement a cessé de croire en la justice de notre cause, a conclu B. Netanyahu, s'il est las de la confrontation avec nos ennemis—il doit faire une chose: Aller vers les gens, et indiquer une date pour des élections.»

En plus du statut de Jérusalem, E. Olmert sent la température monter sur d'autres fronts. Il fait, actuellement, l'objet de trois enquêtes criminelles, ce qui est sans précédent dans l'histoire d'Israël en tant qu'État. Ajouté à cela, quand la Commission Winograd a remis son rapport final sur la conduite maladroite d'E. Olmert, lors de la guerre de l'été dernier au Liban (que la commission avait promis pour la fin d'année), certains initiés ont supposé que le Président Ehud Barak du Parti travailliste pourrait retirer son parti de la coalition, dans une tentative pour renverser le gouvernement.

Il se peut donc que B. Netanyahu voie son souhait, de nouvelles élections en 2008, exaucé. Si c'est le cas, il se peut bien qu'il devienne le prochain Premier ministre d'Israël.

Si cela arrive, sa position ferme sauvera-t-elle Jérusalem?

Recyclage de l'échec

Si le plan d'apaisement du Premier ministre Olmert semble familier, c'est parce qu'il reflète la proposition d'Ehud Barak à Camp David, en 2000. Avec la pression considérable exercée par un président américain dans la dernière année de son deuxième mandat, E. Barak a offert Jérusalem-est à Yasser Arafat, la plus grande partie de la Vieille ville et le contrôle du mont du Temple dans l'espoir de garantir une promesse de paix.

Aujourd'hui, comme B. Netanyahu l'a exposé dans son discours d'octobre, c'est la même dame—et elle ne s'est même pas donné la peine de changer de robe. Le président américain, c'est maintenant George W. Bush, qui, dans la dernière année de sa présidence, semble aussi acharné pour un accord de paix de dernière minute que son prédécesseur. Et marchant dans les pas de Madeline Albright, la Secrétaire d'État Condoleezza Rice a déclaré: «Franchement, c'est le temps pour l'établissement d'un État palestinien.» Ehud Olmert joue le rôle d'Ehud Barak, qui exerce maintenant les fonctions de ministre de la Défense d'E. Olmert. Yasser Arafat a été remplacé par son fidèle assistant de 40 ans, Mahmoud Abbas. Et le lieu de réunion—Camp David—a été transféré à Annapolis, dans le Maryland, en présumant que les négociations contemporaines ne se rompent pas avant le sommet de la fin novembre. Ainsi, les visages ont changé, mais les principaux termes de l'accord de paix sont exactement les mêmes.

La situation sur le terrain, pourtant, est considérablement différente aujourd'hui comparée à 2000, en mettant les enjeux pour Israël beaucoup plus haut, et les rendant *bien plus* dangereux. Abbas est semblable à son prédécesseur, en ce qu'il refuse de désarmer les terroristes ou de mettre fin aux incitations contre Israël, qui sont perpétuées dans les écoles palestiniennes et à la TV. Mais à la différence d'Arafat, il est considéré comme un leader faible dans le monde arabe—même parmi les Palestiniens. Et son gouvernement corrompu du Fatah *ne parle même pas pour la moitié du peuple palestinien* Il s'est déjà livré au Hamas à Gaza! Les nations occidentales ont remarquablement répondu à cette faiblesse en acheminant des milliards de dollars dans son Autorité palestinienne, en essayant de soutenir la branche terroriste la «plus modérée» du peuple palestinien.

Mais ce n'est pas l'aide internationale qui maintient le gouvernement Abbas à flot—ce sont les Forces de Défense d'Israël. Il se peut que M. Abbas soit un leader corrompu et incompétent, pataugeant dans l'argent, mais il sait que si l'armée d'Israël devait se retirer unilatéralement de la Cisjordanie *aujourd'hui,* l'Autorité palestinienne, et peut-être même sa propre vie, cesserait d'exister DEMAIN dans autre guerre civile, comme à Gaza, avec le Hamas.

Mahmoud Abbas veut d'un État palestinien. Il veut évidemment que les forces israéliennes se retirent. Mais avant tout, IL VEUT SURVIVRE—ce qui est précisément la raison pour laquelle il *ne peut* transiger avec Israël. Comme l'a écrit Caroline Glick: «Les positions d'Abbas sont un reflet de son *impuissance* à faire des concessions pour la paix» (*Jerusalem Post*, du 4 octobre). Et donc il continuera à faire des demandes déraisonnables, blâmera Israël quand les négociations échoueront, et le tout en continuant des négociations secrètes avec le Hamas dans l'espoir de survivre politiquement.

Lors d'une interview accordé à l'Agence de presse palestinienne Ma'an News du 20 septembre, Ahmed Yousef—qui conseille le Premier ministre du Hamas, Ismail Haniyeh—a dit que le Hamas était engagé dans des discussions secrètes avec le Fatah d'Abbas, dans le but de réconcilier les deux partis qui sont brouillés. Quelques semaines plus tard, Ma'an a dit que 25 chefs du Fatah en Cisjordanie et à Gaza voulaient «tenir des pourparlers avec le Hamas pour mettre fin à l'impasse actuelle» (16 octobre).

Ce sont les négociations qui importent vraiment pour Mahmoud Abbas. Et à la différence du processus «de paix» avec l'Israël, il est disposé à faire des concessions au Hamas.

Néanmoins, le gouvernement Olmert presse, aveuglément, le pas sous l'illusion que le fait d'apaiser les terroristes résultera en une paix durable, d'une manière ou d'une autre.

Un aperçu parfait

Durant le sommet de Camp David en 2000, il avait été offert, à Yasser Arafat, Jérusalem-est et une grande partie Vieille ville, y compris la garde du mont du Temple. Il en a demandé davantage: «Je n'agréerai *aucune* présence souveraine israélienne à Jérusalem, ni dans le quartier arménien, ni dans la Mosquée Al-Aqsa, ni sur la Via Dolorosa, ni dans l'Église du Saint-Sépulcre. Ils peuvent nous occuper par la force, parce que nous sommes plus faibles maintenant, mais dans deux ans, dix ans, ou cent ans, il y aura quelqu'un qui libérera Jérusalem» (MEMRI, 28 août 2000).

Pour Y. Arafat, les pourparlers de paix n'avaient été rien de plus qu'une charade. Israël a offert une concession après l'autre pour gagner du terrain dans les négociations. Mais Arafat n'a jamais *rien* concédé, et après la rupture des pourparlers, il a lancé la deuxième intifada. Il l'a appelée «l'intifada Al-Aqsa», sous entendant que le mont du Temple était, en quelque sorte, en grave danger.

De manière incroyable, Ehud Barak a répondu à la guerre d'Arafat en envoyant des négociateurs israéliens à Taba, en Égypte, en janvier de 2001, offrant à Y. Arafat la souveraineté complète sur le mont du Temple. Il a essayé d'apaiser l'Autorité palestinienne, qui avait approuvé l'intifada, alors même que la guerre faisait rage! Arafat a ignoré l'offre, et a lâché plus de 500 attaques suicides contre Israël, pendant les cinq années suivantes.

Le désastre de Camp David-Taba donne un parfait aperçu de ce qui résultera du dernier round des concessions israéliennes. En fait, les fonctionnaires palestiniens brandissent déjà la menace d'une troisième intifada. «Si les discussions échouent», a dit le négociateur en chef palestinien, Ahmad Qurei, «nous pouvons nous attendre à une troisième *intifada beaucoup plus sévère*» (*Jerusalem Post*, du 11 octobre). Un autre fonctionnaire ayant des liens étroits avec M. Abbas, Azzam Al-Ahmed, a dit que les répercussions d'un échec à Annapolis seraient «plus dangereuses que ce qui est arrivé après l'échec de Camp David» (*Jerusalem Post*, du 2 octobre).

De la perspective palestinienne, qu'est-ce qui constituerait l'échec? Le *Post* a cité un autre fonctionnaire palestinien qui a fait référence à Camp David. Il a dit que la deuxième intifada a commencé quand les Palestiniens se sont rendus compte qu'Israël n'était «pas sérieux sur le fait d'obtenir la paix».

N'est-ce pas incroyable? Comme Y. Arafat, M. Abbas et ses émissaires parlent des concessions sans précédent—certains diraient *des concessions suicidaires*—d'Israël à Camp David et Taba comme des tentatives hypocrites et cyniques, pour faire croire qu'il veut la paix! Et cependant, la conception populaire erronée, aujourd'hui, parmi les élites des médias de gauche, c'est *qu'Israël* est l'obstacle principal pour la paix. En réalité, les Israéliens sont tellement acharnés à vouloir la paix qu'ils recyclent des politiques qui ont déjà été essayées, évaluées, et qui ont raté! Et cette fois, ils offrent les mêmes concessions sans demander *quoi que ce soit* en échange.

Notant l'énorme différence entre aujourd'hui et les discussions de 2000, Caroline Glick a écrit: «Il y a sept ans, l'offre de territoire d'E. Barak était fondée sur l'attente, qu'en échange de territoire, les Palestiniens s'abstiendraient du terrorisme et vivraient en paix avec Israël. Aujourd'hui, après sept ans de guerre qui ont été largement dirigés par le Fatah, après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, et la prise de contrôle du Hamas par l'Iran, cette attente n'est plus réaliste. En offrant les concessions d'E. Barak pour une seconde fois, E. Olmert n'offre pas simplement du terrain. Il envoie le message qu'Israël n'attend pas, et ne demande pas, que l'État palestinien vive en paix avec Israël» (op. cité.).

Donnez-leur ce qu'ils veulent, et n'attendez pratiquement rien en retour—c'est à ce point que le gouvernement d'E. Olmert est acharné pour la paix! Pourtant, même cela ne satisfera pas les Palestiniens. Et il pourrait bien s'ensuivre qu'E. Olmert soit chassé de sa fonction.

Prise par la violence

Israël renoncera finalement à Jérusalem-est, y compris au mont du Temple—mais ce ne sera pas par la négociation. Une insurrection palestinienne dominée par le Hamas, soutenue par l'Iran, PRENDRA LA MOITIÉ DE LA VILLE PAR LA FORCE! C'est ce que votre Bible prophétise, c'est pourquoi nous faisons cette prédiction depuis plusieurs années maintenant.

Remarquez Zacharie 14:1-2 : «Voici, le jour de l`Éternel arrive, et tes dépouilles seront partagées au milieu de toi. Je rassemblerai toutes les nations pour qu'elles attaquent Jérusalem; la ville sera prise, les maisons seront pillées, et les femmes violées; *la moitié de la ville ira en captivité*, mais le reste du peuple ne sera pas exterminé de la ville.» C'est nettement une prophétie du temps de la fin, que les versets 3 et 4 rendent incontestablement clair: «L'Éternel paraîtra, et il combattra ces nations, comme il combat au jour de la bataille. Ses pieds se poseront en ce jour sur la montagne des Oliviers, qui est vis-à-vis de Jérusalem, du côté de l'orient; la montagne des Oliviers se fendra par le milieu, à l'orient et à l'occident, et il se formera une très grande vallée: Une moitié de la montagne reculera vers le septentrion, et une moitié vers le midi.» La capture de Jérusalem-est se produit juste avant l'apparition du Messie sur le mont des Oliviers! C'est à ce point que nous sommes proches de la fin de cet âge!

Si vous êtes encore sceptique, au sujet de l'autorité de la Bible, considérez ceci: N'est-ce pas AHURISSANT, au milieu de tout le discours actuel sur la division de Jérusalem, qu'une prophétie de la fin des temps, écrite il y a 2 500 ans, dise que Jérusalem sera coupée en deux, juste avant le retour de Jésus-Christ? Pensez-y pendant quelques instants.

Maintenant, revenons au programme de mon père, la *Clé de David*, du 6 janvier 2006. Voici ses pronostics basés sur la Bible:

Il a dit: Le *Hamas* «*est sur le point de prendre le contrôle des Palestiniens*» Trois semaines après la diffusion de ce programme, les Palestiniens ont choqué le monde en élisant une majorité du Hamas au Conseil législatif palestinien. Aujourd'hui, le Hamas a, militairement, le contrôle complet de Gaza—et il a des vues sur la Cisjordanie et Jérusalem.

Il a dit *que les actuelles négociations de paix seraient indéniablement liées au mont du Temple.* Selon un rapport d'Arutz Sheva, E. Olmert était fondamentalement d'accord avec les concessions offertes à Taba, qui incluent la souveraineté palestinienne sur le mont du Temple, mais pas sur le quartier juif de la Vieille ville ou sur le mur des Lamentations—le mur occidental du mont du Temple. Mais un conseiller principal de Mahmoud Abbas a récemment dit que le mur occidental «fait partie de l'héritage islamique qui ne peut pas être abandonné, et qu'il doit être sous contrôle musulman» (Arutz Sheva, 12 octobre). Le point de friction, comme mon père l'a prévu, est le mont du Temple.

Il a dit qu'Israël «sera pris par la force, et vous devez comprendre cela. Maintenant, *cela pourrait aussi indiquer que le Likoud, parti conservateur, arrivera au pouvoir.*» En mars 2006, mon père a fait suivre cette émission par ce commentaire dans la *Trompette*: «Basé sur le conflit que Zacharie décrit entre les Palestiniens et le gouvernement israélien.. *le Likoud, le parti conservateur de Benjamin Netanyahu, pourrait rebondir et gagner les élections israéliennes.*» Ce n'est pas arrivé en mars 2006. Mais voyez la situation aujourd'hui. Un sondage d'octobre a révélé que si les élections se tenaient en ce moment, le Likoud gagnerait 28 places et la majorité du Kadima plongerait de 29 à 13.

Si B. Netanyahu devient le prochain Premier ministre d'Israël, quel impact cela aurait-il sur le statut de Jérusalem? Il reviendrait sans doute au pouvoir avec la même tribune qu'il a exposée dans son discours du 8 octobre: «Garder Jérusalem unie». Et alors que sa volonté pour lutter contre le terrorisme pourrait être bien plus forte que celle d'E. Olmert, à ce stade, ce serait trop peu, trop tard!

Trop de dommage a été causé.

«Peut-être que le plus grand échec diplomatique d'Israël depuis 2000, a écrit C. Glick dans son article, a été son échec à désavouer les offres d'E. Barak, et à les enlever de la table de négociation. Une fois qu'Arafat eut refusé les concessions, d'une grande portée, d'E. Barak, et a plutôt choisi de déclencher une guerre contre l'État juif, Israël a eu de nombreuses occasions pour rendre très clair le fait que ces concessions n'étaient plus offertes. Les désavouer est essentiel, et pas simplement parce qu'elles sont diplomatiquement imprudentes. Elles sont stratégiquement suicidaires» (op. cité.).

Un record de sept ans de capitulation, sans une lutte, n'est pas exactement une position de force, à partir de laquelle opérer, pour le prochain Premier ministre—aussi conservateur soit-il. Et même s'il se résout vraiment à combattre, les Israéliens ont déjà été conditionnés pour renoncer à la moitié de leur capitale.

Il n'en est pas comme en janvier 2001, quand le peuple d'Israël a appris d'emblée les concessions étourdissantes qu'E. Barak avait faites à Y. Arafat. Maire de Jérusalem à l'époque, *Ehud Olmert*, a organisé une manifestation appelée «Une Jérusalem unique», à l'occasion de laquelle 400 000 Israéliens, d'un peu partout dans le pays, s'étaient rassemblés à l'entrée de la Porte de Jaffa de la Vieille ville pour déclarer leur soutien en faveur d'une ville unie, sous la direction souveraine juive. C'était la plus grande protestation d'Israël dans son histoire.

Cette réaction spontanée à soutenir une seule Jérusalem s'est depuis longtemps évaporée; la faible volonté du leadership d'Israël, ces sept années passées, s'est étendue comme un cancer partout en Israël.

De la perspective juive, comme je l'ai écrit dans*la Trompette* de juillet, la signification réelle des négociations ratées entre E. Barak et Y. Arafat, en 2000, n'est pas le fait que Y. Arafat a refusé d'accepter la moitié de Jérusalem—*c'est qu'un Premier ministre israélien a, en réalité, fait l'offre*. Avant juillet 2000, cela n'était jamais arrivé. Mais avec Jérusalem placée sur la table comme argument de négociation, et laissée là depuis, les Israéliens ont eu plusieurs années pour s'enthousiasmer à cette idée. Un sondage de l'Institut de Jérusalem pour les Études sur Israël, en mai, a constaté que 58 pour cent des Israéliens soutenaient l'idée consistant à renoncer à des parties de la Jérusalem-est arabe, si cela pouvait solidifier un traité de paix avec les Palestiniens.

Aujourd'hui, il serait difficile d'imaginer *40 000 Juifs*, encore moins 400 000, se rassemblant pour protester contre la division de leur capitale.

D'un autre côté, imaginez la réaction arabe à l'égard d'un politicien israélien, arrivant sept ou huit ans après Camp David, promettant de désavouer tout ce que E. Barak et E. Olmert ont concédé.

Mahmoud Abbas serait le réel perdant dans ce scénario, d'un point de vue politique. Et le Hamas, qui appelle à la cessation des négociations entre l'Autorité palestinienne et Israël (sans parler de la destruction d'Israël en tant qu'État), serait justifié dans le monde arabe. *Si nous l'avions dit*, le Hamas aurait jubilé: *Les négociations avec Israël sont vaines; il n'a jamais été sérieux quant à la réalisation de la paix*!

Cependant, les détails sont superflus, la prophétie est sûre! La division violente de Jérusalem ne dépend pas d'un gouvernement conservateur élu en Israël. Mais si Benjamin Netanyahu revient bien au pouvoir, comme mon père l'a suggéré au début 2006, vous verrez, sans aucun doute, comment la crise de Zacharie 14 deviendra critique beaucoup plus vite. ▪